

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, Ministre de l'Aménagement du territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi, le 7 décembre 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant les règles de répartition de la "dotation générale aux communes" de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 13 décembre 1993 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 7 december 1993 door de Minister Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, Minister van Ruimtelijke ordening, Ondergeschikte besturen en Tewerkstelling verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest "tot vaststelling van de regels voor de verdeling van de "algemene dotatie aan de gemeenten"", heeft op 13 december 1993 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. La lettre de demande d'avis est motivée comme suit :

"il est impératif que les communes puissent, dès le mois de février, bénéficier des avances trimestrielles sur leur quote-part dans la dotation générale prévues par le projet d'ordonnance".

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se borner à formuler les observations suivantes.

*

Observation générale.

Les règles d'égalité et de non-discrimination établies par les articles 6 et 6bis de la Constitution s'appliquent non seulement aux citoyens considérés individuellement, mais peuvent également s'appliquer à des groupes

.../...

composés de citoyens; il s'ensuit que toute commune a droit à un traitement égal par rapport aux autres groupes conformés de manière identique par le droit positif (1).

Le projet auquel a trait la demande d'avis détermine les critères objectifs à prendre en considération pour la répartition entre les communes de la Région de Bruxelles-Capitale d'un subside global affecté à leur financement général, ainsi que la mesure dans laquelle chacun de ces critères influera sur l'évaluation de la part totale que prendra chacune des communes dans ce subside.

Il est inhérent à pareille législation, en raison même de la mise en oeuvre des critères choisis, d'engendrer des différences de traitement entre les communes bénéficiaires; le Conseil et le Gouvernement doivent cependant tout particulièrement veiller à ce qu'au regard des articles 6 et 6bis de la Constitution, les distinctions ainsi créées en fait ne soient pas en droit constitutives de discriminations; il leur incombera à cet effet de s'assurer, eu égard à la nature particulière des principes en cause, de l'adéquation des mesures projetées aux buts recherchés, compte tenu de leurs effets prévisibles, ainsi que de l'existence d'un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens utilisés et ces buts.

(1) Arrêt de la Cour d'arbitrage n° 13/91 du 28 mai 1991 (Moniteur belge du 28 juin 1991, pp. 14.539 et suiv.; document du Conseil régional wallon 252 (1990-1991) - n° 1), considérant 4.B.2.

Cette appréciation devra être faite avec une attention particulière lors de l'examen de l'article 12 du projet.

Examen du projet.

Le préambule doit être omis; seuls doivent être maintenus la salutation, le proposant ainsi que le dispositif de l'arrêté de présentation.

Proposant.

Le proposant serait mieux rédigé comme suit :

"Sur la proposition du ministre président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitales qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions;".

Arrêté de présentation.

L'arrêté de présentation serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Le ministre président qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions est chargé de présenter au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale le projet d'ordonnance dont la teneur suit :".

.../...

Dispositif.

Article 1er.

Dans le texte néerlandais, le mot "er" doit être omis.

Article 2.

Le budget général des dépenses prévoit et autorise les dépenses par programmes (1); la ventilation des crédits afférents à ces programmes ou allocations de base donne lieu à l'établissement de tableaux des allocations de base constituant des documents distincts du budget des dépenses et dénommés budgets administratifs (2).

Cet article serait par conséquent mieux rédigé comme suit :

"Art. 2. Chaque année, dans les limites des crédits budgétaires disponibles à cette fin, le Gouvernement alloue et répartit, conformément aux dispositions de la présente ordonnance, la "dotation générale aux communes" destinée à assurer le financement général des communes de la Région de Bruxelles-Capitale et de l'agglomération bruxelloise".

(1) Article 12 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées par arrêté royal du 17 juillet 1991.

(2) Article 14 de ces mêmes lois coordonnées.

Article 3.

1. L'alinéa 1er énonce le principe de l'indexation annuelle de la dotation; de l'alinéa 2 résulte que l'article n'établit toutefois qu'un taux minimal d'adaptation annuelle, dans la mesure où les crédits budgétaires disponibles le permettent.

Ce taux est fixé par référence au taux de croissance des parties attribuées du produit de l'impôt des personnes physiques, "à l'exclusion des annuités y incluses"; selon le délégué, il y a lieu de se reporter à cet égard aux articles 12, 13, § 2, 14, 16, 22, § 2, 23, 28, § 2, 29, 33, § 2, et 34 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Ni la rédaction de l'article ni le commentaire qu'y réserve l'exposé des motifs ne permettent cependant de déterminer clairement comment devrait concrètement s'opérer le calcul du taux minimal de croissance en fonction des données précitées; il serait utile que l'exposé des motifs illustre le procédé par un ou plusieurs exemples; la rédaction des alinéas 1er et 2 doit, en outre, être revue, afin notamment de mieux faire apparaître ce qu'il faut entendre par la réserve "à l'exclusion des annuités y incluses".

.../...

2. L'alinéa 3 pourrait être rédigé comme suit :

"Ce taux de croissance des parties attribuées du produit de l'impôt des personnes physiques est le rapport entre les recettes prévues à ce titre, d'une part dans le budget initial de l'exercice durant lequel est allouée la dotation, et d'autre part dans le budget de l'exercice précédent, compte tenu de ses éventuels ajustements."

Il convient, toutefois, de s'assurer que les recettes figurant au budget des voies et moyens à titre de partie attribuée de l'impôt des personnes physiques résultent de prévisions établies "à l'exclusion des annuités y incluses", au sens que l'alinéa 2 prête à ces termes; si tel n'était pas le cas, il y aurait alors lieu de lever la contradiction.

Article 4.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 4. Un montant de cent cinquante millions de francs, adapté conformément à l'article 3, est prélevé sur la dotation générale aux communes pour être attribué à la Ville de Bruxelles."

.../...

Article 5.

Le prélèvement visé est prévu par l'article 105 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

L'article 5 du projet tient compte des enseignements de l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 4/91 du 21 mars 1991 (1); la Région de Bruxelles-Capitale n'est cependant pas compétente pour désigner celui des organes de la Commission communautaire commune qui sera chargé de déterminer les critères de répartition du subside destiné aux centres publics d'aide sociale.

Cet article serait, de l'accord du délégué du ministre, mieux rédigé comme suit :

"Art. 5. Cinq pour cent de la dotation, destinés à être répartis entre les centres publics d'aide sociale de la Région de Bruxelles-Capitale, sont ensuite prélevés pour être attribués à cet effet à la Commission communautaire commune".

Intitulé et structure du chapitre II.

1. L'intitulé suivant est suggéré : "Chapitre II. De la répartition du solde de la dotation générale."

(1) Moniteur belge du 27 avril 1991, pp. 8.879 et suiv.; document du Conseil régional wallon 234 (1990 - 1991) - n° 1; voir spécialement les considérants B.5., B.6. et B.7.

2. Lorsqu'un chapitre est divisé en sections, aucun de ses articles ne peut être exclu de ces divisions; l'article 6 doit, dès lors, former une section première, intitulée, par exemple, "Disposition préliminaire"; la numérotation des sections suivantes sera adaptée en conséquence.

Article 6.

1. Les mots "de la présente ordonnance" doivent être omis.

L'observation vaut pour l'ensemble du projet, chaque fois qu'une de ses dispositions renvoie à l'une des autres.

2. Il convient d'écrire : "... en trois parts de vingt, cinquante et trente pour cent, respectivement dénommées ...".

Une formulation similaire des pourcentages devrait être adoptée pour l'ensemble du projet.

Article 7.

Dans la phrase précédant l'énumération, les mots "visée à l'article 6 de la présente ordonnance" sont superflus et doivent être omis.

.../...

Article 8.

L'article doit être scindé en plusieurs articles, correspondant chacun à l'un des paragraphes actuels.

Paragraphe 1er (devenant l'article 8).

L'article doit être rédigé comme suit :

"Art. 8. La dotation de péréquation est divisée en deux parts, la première est égale à septante pour cent, et la seconde à trente pour cent".

Paragraphe 2 (devenant l'article 9).

Alinéa 1er.

La phrase précédant l'énumération doit être rédigée comme suit :

"Art. 9. La première part est répartie :".

La fin du 1^o doit être remplacée après les mots "des personnes physiques", par le texte suivant :

"... est, par centime additionnel, inférieur à celui de l'ensemble des communes, au prorata du rapport entre ces deux rendements moyens par centime additionnel, ce rapport étant multiplié par le nombre d'habitants de la commune;".

.../...

Dans le 2º, il convient d'écrire :

"... entre les communes dont le revenu cadastral moyen par logement est inférieur à ...".

Alinéa 2.

L'alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Sont pris en considération, pour l'application de l'alinéa 1er :

- 1º le nombre d'habitants visé à l'article 7, 1º;
- 2º le dernier rendement ...;
- 3º le revenu cadastral soumis au précompte immobilier pour l'année précédant celle de la répartition;
- 4º le nombre de logements ...".

Paragraphe 3 (devenant l'article 10).

1. S'il est utile que l'exposé des motifs explique que 6,8 pour cent représente le taux moyen de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, et 2.411 le nombre moyen de centimes additionnels pour l'ensemble des communes durant l'exercice d'imposition 1992, ces précisions sont en revanche superflues dans le dispositif, qu'elles alourdissent sans réelle nécessité.

.../...

2. Sur la base des explications fournies par le délégué du ministre, la rédaction suivante est suggérée :

"Art. 10. § 1er. Trente pour cent de la seconde part sont répartis entre les communes dont le taux (...) est égal ou supérieur à 6,8 pour cent.

La répartition entre ces communes s'opère au prorata :

- 1° pour les communes dont le taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour l'exercice d'imposition 1992 était égal ou supérieur au taux de 6,8 pour cent, du rapport entre ces deux taux;
- 2° pour les communes dont le taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour l'exercice d'imposition 1992 était inférieur à 6,8 pour cent, du rapport correspondant à l'unité.

§ 2. Septante pour cent de la seconde part sont répartis entre les communes dont le nombre (...) est égal ou supérieur à 2.411.

La répartition entre ces communes s'opère au prorata :

- 1° pour les communes dont le nombre (...) pour l'exercice d'imposition 1992 était égal ou supérieur au nombre de 2.411, du rapport entre ces deux nombres;

.../...

- 2° pour les communes dont le nombre (...) pour l'exercice d'imposition 1992 était inférieur à 2.411, du rapport correspondant à l'unité.

§ 3. Sont pris en considération, pour l'application du présent article, le taux de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques et le nombre de centimes additionnels au précompte immobilier en vigueur pour l'exercice d'imposition de l'année précédant celle de la répartition".

Article 9 (devenant l'article 11).

Paragraphe 1er.

Les mots "visée à l'article 6 de la présente ordonnance" devraient être omis.

Paragraphe 2.

1. Chacun des éléments de l'énumération doit être présenté sous la forme d'un paragraphe.

2. A la fin du 1° (devenant le paragraphe 2), il convient d'écrire de l'accord du délégué du ministre "... , à l'exclusion des subventions-traitements".

.../...

3. Le 2º (devenant le paragraphe 3) serait mieux rédigé comme suit de l'accord du délégué du ministre :

"§ 3. La deuxième part est répartie entre les communes dont la dotation moyenne par habitant au centre public d'aide sociale est supérieure à la dotation moyenne par habitant de l'ensemble des communes, au prorata du rapport entre ces deux moyennes.

Sont pris en considération le nombre d'habitants visé à l'article 7, 1º, et la dotation, visée à l'article 106 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, engagée (...) de l'année précédant celle de la répartition".

4. La fin du 3º (devenant le paragraphe 4) serait mieux rédigée comme suit : "... de l'année précédant celle de la répartition".

5. Le 4º (devenant le paragraphe 5) serait mieux rédigé comme suit de l'accord du délégué du ministre :

"§ 5. La quatrième part est répartie en parts égales entre les communes qui ont conclu un contrat de sécurité.

Le Gouvernement arrête annuellement la liste de ces communes".

.../...

6. La fin de l'alinéa 1er du 5° (devenant le paragraphe 6) serait mieux rédigée comme suit :

"... au prorata du rapport, entre (...) et le même pourcentage calculé sur l'ensemble des communes, ce rapport étant multiplié par le coefficient visé à l'article 12;"

7. La fin de l'alinéa 1er du 6° (devenant le paragraphe 7) serait mieux rédigée comme suit :

"... au prorata du rapport entre ces deux nombres, multiplié par le coefficient visé à l'article 12".

Article 10 (devenant l'article 12).

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 12. Le coefficient de pondération pour l'application de l'article 11, §§6 et 7, est égal à :

- 1° 0,5, si la superficie de la commune est inférieure à cent cinquante hectares;
- 2° 0,8, si elle est égale ou supérieure à cent cinquante hectares mais inférieure à cinq cent cinquante;
- 3° 1,2, si elle égale ou supérieure à cinq cent cinquante hectares mais inférieure à quinze cents;

.../...

4° 1,5, si elle est égale ou supérieure à quinze cents hectares".

Article 11 (devenant l'article 13).

Les termes "sur la somme totale attribuée à chaque commune en vertu de la présente ordonnance" suggèrent que le prélèvement que cet article prévoit devrait également être opéré sur la somme forfaitaire attribuée à la Ville de Bruxelles conformément à l'article 4.

Dans cette optique, cet article devrait être soustrait à la division en sections du chapitre II pour former un chapitre distinct.

Si telle n'est pas l'intention, cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 13. Trois pour cent de la somme totale revenant à chaque commune en vertu des articles 7 à 11 sont prélevés pour être attribués à l'agglomération bruxelloise".

Article 12 (devenant l'article 14).

Cet article prévoit deux mécanismes correcteurs, dont l'application aura inévitablement pour effet d'accroître la part proportionnelle que prendraient certaines communes dans la dotation par la seule application des dispositions qui précèdent. Etant donné qu'aucune répartition de ces accroissements n'est organisée entre les autres

.../...

communes, la mise en oeuvre des dispositions ainsi rédigées aboutirait à répartir un pourcentage de la dotation excédant cent pour cent : le texte doit dès lors être fondamentalement revu afin de ne pas introduire de tels éléments d'incohérence dans le système de répartition.

Selon les documents transmis au Conseil d'Etat, il apparaît que l'intention des auteurs du projet n'est pas de répartir un pourcentage de la dotation excédant cent pour cent. Il y a donc lieu de compléter le texte en projet afin de prévoir la manière dont sera financé l'accroissement de la part de certaines communes.

Pour ce faire, il y a lieu de se référer à l'observation générale.

Article 13 (devenant l'article 15).

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er, 1°, 2° et 3°, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L'alinéa 2 pourrait être rédigé comme suit :

"Lorsque les données nécessaires ne sont pas disponibles pour les années visées aux articles 7 à 11, les données disponibles les plus récentes sont utilisées".

.../...

Article 14 (devenant l'article 16).

Cet article doit, de l'accord du délégué du ministre, être rédigé comme suit :

"Art. 16. Le Gouvernement peut adapter, tous les deux ans, les pourcentages fixés par les articles 7 à 14.

Le pourcentage adapté ne peut toutefois varier de plus d'un cinquième par rapport au pourcentage précédent".

Article 15 (devenant l'article 17).

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 17. La dotation générale aux communes est répartie avant le premier décembre de l'année de son attribution".

Intitulé du chapitre IV.

Les mots "et abrogatoires" doivent être omis.

Article 17 (devenant l'article 19).

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Art. 19. sont abrogés :

1° dans la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 :

a) l'article 75, modifié par les arrêtés royaux n° 263 du 31 décembre 1983 et n° 481 du 22 décembre 1986;

b) les articles 78 à 81;

2° l'arrêté royal du 10 novembre 1982 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région bruxelloise, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale des 8 mars 1990, 11 avril 1991 et 23 juillet 1992".

Article 18 (devenant l'article 20).

Si l'ordonnance en projet est adoptée, sanctionnée, publiée et promulguée avant le 1er janvier 1994, il y a lieu d'écrire :

"Art. 20. La présente ordonnance entre en vigueur le 1er janvier 1994".

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. De brief met de adviesaanvraag wordt als volgt gemotiveerd :

"il est impératif que les communes puissent, dès le mois de février, bénéficier des avances trimestrielles sur leur quote-part dans la dotation générale prévues par le projet d'ordonnance".

*

Binnen de korte tijd die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

*

Algemene opmerking.

De in de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet vastgestelde regels inzake gelijkheid en niet-discriminatie zijn niet alleen van toepassing op de individuele burger, maar kunnen eveneens toepassing vinden op groepen van burgers; daaruit volgt dat elke gemeente recht heeft op een

.../...

gelijke behandeling in verhouding tot andere groepen die door het positief recht op een identieke wijze zijn samengesteld (1).

Het ontwerp waarop de adviesaanvraag betrekking heeft bepaalt de objectieve criteria die in aanmerking behoren te worden genomen voor de verdeling over de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van een gezamenlijke subsidie bestemd voor de algemene financiering van die gemeenten, alsmede de mate waarin elk van die criteria de begroting van het totale aandeel van elk van die gemeenten in die subsidie zal beïnvloeden.

Wegens de aanwending van de gekozen criteria zelf, doet zulk een wetgeving onvermijdelijk een ongelijke behandeling ontstaan van de gemeenten die er aanspraak op kunnen maken; de Raad en de Regering moeten er zeer in het bijzonder voor waken dat uit het oogpunt van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet het aldus feitelijk ontstane onderscheid in rechte geen discriminatie vormt; daartoe zullen zij, gelet op de bijzondere aard van de beginselen in kwestie, er zich moeten van vergewissen dat de geplande maatregelen, rekening houdend met de te voorziene gevolgen ervan, volledig afgestemd zijn op beoogde doelstellingen, alsmede dat de aangewende middelen redelijkerwijze evenredig zijn met de beoogde doelstellingen.

(1) Arrest van het Arbitragehof nr. 13/91 van 28 mei 1991 (Belgisch Staatsblad van 28 juni 1991, blz. 14.539 e.v.; Gedr. St. van de Waalse Gewestraad 252 (1990-1991) - nr. 1), considerans 4.B.2.

Die beoordeling zal met bijzondere aandacht moeten geschieden bij het onderzoek van artikel 12 van het ontwerp.

Onderzoek van het ontwerp.

De aanhef moet vervallen; alleen de begroeting, het voordrachtformulier alsmede het dispositief van het indieningsbesluit moeten worden gehandhaafd.

Voordrachtformulier.

Het zou beter zijn het voordrachtformulier als volgt te redigeren :

"Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor de Plaatselijke Besturen;".

Indieningsbesluit.

Het zou beter zijn het indieningsbesluit als volgt te redigeren :

"De Minister-Voorzitter bevoegd voor de Plaatselijke Besturen wordt gelast bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :".

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

In de Nederlandse tekst dient het woord "er" te vervallen.

Artikel 2.

De algemene uitgavenbegroting voorziet in en verleent machtiging voor de uitgaven per programma (1); de uitsplitsing van de kredieten voor die programma's of basisallocaties geeft aanleiding tot het opmaken van tabellen met de basisallocaties die afzonderlijke stukken vormen van de uitgavenbegroting en administratieve begrotingen worden genoemd (2).

Bijgevolg zou het beter zijn dat artikel als volgt te redigeren :

"Art. 2. Binnen de grenzen van de daartoe beschikbare begrotingskredieten, wordt door de Regering, overeenkomstig het bepaalde in deze ordonnantie, elk jaar de "algemene dotatie aan de gemeenten", bestemd voor de algemene financiering van de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en van de Brusselse agglomeratie, toegekend en verdeeld".

(1) Artikel 12 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 17 juli 1991.

(2) Artikel 14 van diezelfde gecoördineerde wetten.

Artikel 3.

1. In het eerste lid wordt het beginsel verwoord van de jaarlijkse indexering van de dotatie; uit het tweede lid blijkt dat het artikel evenwel slechts een minimum-percentage voor die jaarlijkse aanpassing vaststelt in zoverre de beschikbare begrotingskredieten het toelaten.

Dit percentage wordt vastgesteld door verwijzing naar het groeipcentage van de toegewezen gedeelten van de opbrengst van de personenbelasting "met uitzondering van de annuïteiten die erin begrepen zijn"; volgens de gemachtigde behoort in dat opzicht te worden verwezen naar de artikelen 12, 13, § 2, 14, 16, 22, § 2, 23, 28, § 2, 29, 33, §2, en 34 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Noch de redactie van het artikel, noch de commentaar die eraan wordt gewijd in de memorie van toelichting maken het evenwel mogelijk duidelijk vast te stellen hoe de berekening van het minimumgroeipcentage concreet zou moeten geschieden op grond van de voormelde gegevens; het zou nuttig zijn in de memorie van toelichting de werkwijze toe te lichten aan de hand van één of meer voorbeelden; de redactie van het eerste en tweede lid moet bovendien worden herzien opdat er onder meer duidelijker zou uit blijken wat dient te worden verstaan onder het voorbehoud "met uitzondering van de annuïteiten die erin begrepen zijn".

.../...

2. Het derde lid zou als volgt kunnen worden gesteld :

"Dit groeipercentage van de toegewezen gedeelten van de opbrengst van de personenbelasting is de verhouding tussen de uit dien hoofde geraamde ontvangsten, enerzijds in de oorspronkelijke begroting van het begrotingsjaar gedurende hetwelk de dotatie wordt toegekend, en anderzijds in de begroting van het vorige begrotingsjaar, rekening houdend met de eventuele aanpassingen ervan".

Men dient er zich evenwel van te vergewissen dat de ontvangsten die voorkomen op de rijksmiddelenbegroting als toegewezen gedeelte van de personenbelasting het gevolg zijn van ramingen die gedaan zijn "met uitzondering van de annuïteiten die erin begrepen zijn", in de betekenis die in het tweede lid aan die woorden wordt gegeven; als dat niet zo zou zijn, dan zou de tegenstrijdigheid opgeheven moeten worden.

Artikel 4.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 4. Van de algemene dotatie aan de gemeenten wordt een overeenkomstig artikel 3 aangepast bedrag van honderd vijftig miljoen frank, afgehouden om te worden toegewezen aan de Stad Brussel".

.../...

Artikel 5.

In de bedoelde afhouding wordt voorzien in artikel 105 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Artikel 5 van het ontwerp houdt rekening met de lering van het arrest van het Arbitragehof nr. 4/91 van 21 maart 1991 (1); het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest is evenwel niet bevoegd om het orgaan van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie aan te wijzen dat belast zou worden met het vaststellen van de criteria voor de verdeling van de subsidie bestemd voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat dit artikel beter als volgt zou worden gesteld :

"Art. 5. Vijf percent van de dotatie, bestemd om te worden verdeeld over de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, wordt vervolgens afgehouden om met dat doel te worden toegewezen aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie".

(1) Belgisch Staatsblad van 27 april 1991, blz. 8.879 en volgende; Gedr. St. van de Waalse Gewestraad 234 (1990-1991) - nr. 1; zie in het bijzonder de consideransen B.5., B.6. en B.7.

Opschrift en structuur van hoofdstuk II.

1. Het volgende opschrift wordt in overweging gegeven : "Hoofdstuk II. De verdeling van het resterende gedeelte van de algemene dotatie".

2. Wanneer een hoofdstuk wordt ingedeeld in afdelingen mag geen van de artikelen ervan buiten die indeling vallen; artikel 6 moet bijgevolg een afdeling I vormen met als opschrift bij voorbeeld "Voorafgaande bepaling"; de nummering van de volgende afdelingen moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Artikel 6.

1. De woorden "van deze ordonnantie" moeten vervallen.

De opmerking geldt voor heel het ontwerp, telkens als een van de bepalingen ervan verwijst naar een van de andere.

2. Men schrijve : "... gemeenten verdeeld in drie delen van twintig, vijftig en dertig percent, die respectievelijk "basisdotatie", "perekwatiedotatie" en "... genoemd worden".

.../...

Een soortgelijke formulering zou moeten worden gebezigd voor heel het ontwerp.

Artikel 7.

In de zin die aan de opsomming voorafgaat dienen de woorden "in artikel 6 van deze ordonnantie bedoelde" als overbodig te vervallen.

Artikel 8.

Het artikel moet in verscheidene artikelen worden gesplitst die elk overeenstemmen met één van de huidige paragrafen.

Paragraaf 1 (die artikel 8 wordt).

Het artikel moet als volgt worden gesteld :

"Art. 8. De perekwatiedotatie wordt in twee delen opgesplitst, waarvan het eerste gelijk is aan zeventig percent, en het tweede aan dertig percent".

.../...

Paragraaf 2 (die artikel 9 wordt).

Eerste lid.

De zin, voorafgaand aan de opsomming, moet als volgt worden gesteld :

"Art. 9. Het eerste deel wordt als volgt verdeeld :".

Het einde van onderdeel 1^o moet na de woorden "op de personenbelasting" door de volgende tekst vervangen worden :

"... per opcentiem lager is dan die van het geheel van de gemeenten, naar rata van de verhouding tussen de beide gemiddelde opbrengsten per opcentiem, een verhouding die vermenigvuldigd wordt met het aantal inwoners van de gemeente;"

In onderdeel 2^o schrijve men :

"... onder de gemeenten waarvan het gemiddelde kadastraal inkomen per woning lager is dan ...".

Tweede lid.

Het zou beter zijn dit lid als volgt te stellen :

"Voor de toepassing van het eerste lid worden in aanmerking genomen :

.../...

- 1° het aantal inwoners bedoeld in artikel 7, 1°;
- 2° de laatst bekende opbrengst ...;
- 3° het kadastraal inkomen waarop onroerende voorheffing wordt geheven voor het jaar voorafgaand aan dat van de verdeling;
- 4° het aantal woningen ...".

Paragraaf 3 (die artikel 10 wordt).

1. Het is weliswaar nuttig dat in de memorie van toelichting wordt verklaard dat 6,8 percent het gemiddelde is van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, en 2.411 het gemiddelde bedrag van de opcentiemen voor het geheel van de gemeenten tijdens het aanslagjaar 1992, doch in het dispositief zijn die toelichtingen overbodig en leiden ze tot een nodeloos logge lezing.

2. Op grond van de uitleg verstrekt door de gemachtigde van de minister wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Art. 10. § 1. Dertig percent van het tweede deel wordt verdeeld onder de gemeenten waarvan de aanslagvoet (...) gelijk is aan of hoger dan 6,8 percent.

.../...

De verdeling onder die gemeenten geschiedt :

- 1° voor de gemeenten waarvan de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting voor het aanslagjaar 1992 gelijk was aan of hoger dan 6,8 percent, naar rata van de verhouding tussen die twee aanslagvoeten;
- 2° voor de gemeenten waarvan de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting voor het aanslagjaar 1992 lager was dan 6,8 percent, naar rata van de verhouding die met de eenheid overeenstemt.

§ 2. Zeventig percent van het tweede deel wordt verdeeld onder de gemeenten waarvan het aantal (...) gelijk is aan of hoger dan 2.411.

De verdeling onder die gemeenten geschiedt :

- 1° voor de gemeenten waarvan het aantal (...) voor het aanslagjaar 1992 gelijk was aan of hoger dan het aantal van 2.411, naar rata van de verhouding tussen die twee aantallen;
- 2° voor de gemeenten waarvan het aantal (...) voor het aanslagjaar 1992 lager was dan 2.411, naar rata van de verhouding die met de eenheid overeenstemt.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel worden de aanslagvoet van de aanvullende belasting op de personenbelasting en het aantal opcentiemen op de onroerende

.../...

voorheffing in aanmerking genomen die vastgesteld waren voor het aanslagjaar voorafgaand aan dat van de verdeling".

Artikel 9 (dat artikel 11 wordt).

Paragraaf 1.

De woorden "bedoeld in artikel 6 van deze ordonnantie" moeten vervallen.

Paragraaf 2.

1. Elk van de bestanddelen van de opsomming moet de vorm van een paragraaf aannemen.

2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat men aan het eind van onderdeel 1^o (dat paragraaf 2 wordt) schrijve : "... , met uitzondering van de weddetoelagen".

3. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het beter zou zijn onderdeel 2^o (dat paragraaf 3 wordt) als volgt te stellen :

"§ 3. Het tweede deel wordt verdeeld onder de gemeenten waarvan de gemiddelde dotatie per inwoner aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn hoger is dan

.../...

de gemiddelde dotatie per inwoner voor het geheel van de gemeenten, naar rata van de verhouding tussen die twee gemiddelden.

In aanmerking worden genomen het aantal inwoners, bedoeld in artikel 7, 1°, en de dotatie, bedoeld in artikel 106 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, die is vastgelegd (...) van het jaar voorafgaand aan dat van de verdeling".

4. Aan het eind van onderdeel 3° (dat paragraaf 4 wordt) zou het beter zijn te schrijven : "... van het jaar voorafgaand aan dat van de verdeling".

5. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het beter zou zijn onderdeel 4° (dat paragraaf 5 wordt) als volgt te stellen :

"§ 5. Het vierde deel wordt gelijkelijk verdeeld onder de gemeenten die een veiligheidscontract hebben gesloten.

De Regering maakt jaarlijks de lijst op van die gemeenten".

6. Het zou beter zijn aan het eind van het eerste lid van onderdeel 5° (dat paragraaf 6 wordt) te schrijven :

.../...

"... naar rata van de verhouding tussen (...) en hetzelfde percentage berekend over het geheel van de gemeenten, een verhouding die vermenigvuldigd wordt met de coëfficiënt bedoeld in artikel 12;"

7. Het zou beter zijn aan het eind van het eerste lid van onderdeel 6° (dat paragraaf 7 wordt) te schrijven :

"... naar rata van de verhouding tussen die twee aantallen, die vermenigvuldigd wordt met de coëfficiënt bedoeld in artikel 12".

Artikel 10 (dat artikel 12 wordt).

Het zou beter zijn dit artikel als volgt te stellen :

"Art. 12. De wegingscoëfficiënt voor de toepassing van artikel 11, §§ 6 en 7, bedraagt :

- 1° 0,5 indien de oppervlakte van de gemeente kleiner is dan honderd vijftig hectare;
- 2° 0,8 indien ze honderd vijftig hectare of meer bedraagt, doch minder dan vijfhonderd vijftig;
- 3° 1,2 indien ze vijfhonderd vijftig hectare of meer bedraagt, doch minder dan vijftienhonderd;

.../...

4° 1,5 indien ze vijftienhonderd hectare of meer bedraagt".

Artikel 11 (dat artikel 13 wordt).

De woorden "op het totale bedrag dat elke gemeente op grond van deze ordonnantie ontvangt" doen veronderstellen dat de heffing waarin dit artikel voorziet, ook moet worden toegepast op het vaste bedrag dat overeenkomstig artikel 4 aan de Stad Brussel wordt toegewezen.

Indien zulks de bedoeling is, behoort dit artikel opgenomen te worden in een afzonderlijk hoofdstuk, veeleer dan in één van de afdelingen waarin hoofdstuk II is onderverdeeld.

Indien zulks niet de bedoeling is, zou het beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"Art. 13. Drie percent van het totale bedrag dat overeenkomstig de artikelen 7 tot 11 aan iedere gemeente toekomt, wordt afgehouden teneinde aan de Brusselse Agglomeratie te worden toegewezen".

Artikel 12 (dat artikel 14 wordt).

Dit artikel voorziet in twee correctiemechanismen waarvan de toepassing onvermijdelijk ertoe zal leiden dat het evenredige deel dat sommige gemeenten in de dotatie te beurt valt, toeneemt als gevolg van de enkele toepassing van

.../...

de voorgaande bepalingen. Aangezien onder de overige gemeenten geen enkele verdeling van die verhogingen wordt geregeld, zou de toepassing van de aldus gestelde bepalingen meebrengen dat meer dan honderd percent van de dotatie wordt verdeeld : bijgevolg moet de tekst grondig worden herzien opdat zulke incoherenties in de verdelingsregeling niet kunnen voorkomen.

Uit de aan de Raad van State toegezonden stukken blijkt dat het niet de bedoeling is van de stellers van het ontwerp om meer dan honderd percent van de dotatie te verdelen. De ontworpen tekst behoort dus te worden aangevuld, waarbij wordt bepaald op welke wijze de verhoging van het deel van sommige gemeenten zal worden gefinancierd.

Daartoe moet naar de algemene opmerking worden verwezen.

Artikel 13 (dat artikel 15 wordt).

1. In de onderdelen 1^o, 2^o en 3^o van het eerste lid vervange men de zinsconstructie "voor wat betreft ..." door "wat ... betreft".

2. Het tweede lid kan als volgt worden gesteld :

"Indien de vereiste gegevens voor de jaren bedoeld in de artikelen 7 tot 11 niet beschikbaar zijn, worden de recentste beschikbare gegevens gebruikt".

.../...

Artikel 14 (dat artikel 16 wordt).

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat dit artikel als volgt wordt gesteld :

"Art. 16. De Regering kan om de twee jaar de percentages bepaald in de artikelen 7 tot 14 aanpassen.

Het aangepaste percentage mag evenwel niet met meer dan één vijfde verschillen van het vorige percentage".

Artikel 15 (dat artikel 17 wordt).

Het zou beter zijn dit artikel als volgt te stellen :

"Art. 17. De algemene dotatie aan de gemeenten wordt verdeeld vóór één december van het jaar waarin ze wordt toegewezen".

Opschrift van hoofdstuk IV.

De woorden "en opheffingsbepalingen" moeten vervallen.

.../...

Artikel 17 (dat artikel 19 wordt).

Het zou beter zijn dit artikel als volgt te stellen :

"Art. 19. Opgeheven worden :

1º in de wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976 :

a) artikel 75, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 263 van 31 december 1983 en nr. 481 van 22 december 1986;

b) de artikelen 78 tot 81;

2º het koninklijk besluit van 10 november 1982 tot vaststelling van de regelen inzake omslag van het deel van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Brusselse Gewest toevalt, gewijzigd bij de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 8 maart 1990, 11 april 1991 en 23 juli 1992".

Artikel 18 (dat artikel 20 wordt).

Indien de ontworpen ordonnantie vóór 1 januari 1994 wordt goedgekeurd, bekrachtigd, bekendgemaakt en afgekondigd, schrijve men :

.../...

"Art. 20. Deze ordonnantie treedt in werking op 1 januari 1994".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.